

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE



Distr.
GENERALE

A/33/255
19 septembre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
Point 28 de l'ordre du jour provisoire^{*}

QUESTION DE CHYPRE

Lettre datée du 19 septembre 1978, adressée au Président de
l'Assemblée générale par le représentant permanent de la
Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre datée du
19 septembre 1978, qui vous est adressée par M. Nail Atalay, représentant de
l'Etat fédéré turc de Chypre.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente
lettre comme document de l'Assemblée générale au titre du point 28 de l'ordre du
jour provisoire.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,
(Signé) Orhan ERALP

^{*} A/33/150.

ANNEXE

Lettre datée du 19 septembre 1978, adressée au Président de
l'Assemblée générale par M. Nail Atalay

La procédure que suivra l'Assemblée générale concernant la question de Chypre, lors de sa trente-troisième session, sera arrêtée par le Bureau à sa prochaine séance.

Vu que cette décision aura des répercussions importantes sur l'utilité du débat, il est de la plus haute importance que la discussion se déroule dans des conditions qui offrent aux deux parties une chance égale d'exprimer leurs vues avant que l'Assemblée n'adopte une résolution quelconque sur la question.

On se souviendra que les diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité ont clairement établi le principe de l'égalité entre les deux parties au différend de Chypre, à savoir la communauté chypriote turque et la communauté chypriote grecque. Il a également été reconnu dans ces résolutions que le problème de Chypre ne pourrait être résolu que par la voie de négociations menées par les deux communautés sur un pied d'égalité.

En outre, le principe de l'égalité des deux communautés nationales de Chypre a été approuvé sans réserve par M. Rauf R. Denktash et feu l'Archevêque Makarios lors des réunions au sommet qu'ils ont tenues au début de 1977 et au cours desquelles ils ont reconnu qu'il convenait d'instaurer une république fédérale indépendante, non-alignée, bicommunautaire et bizonale.

Toutefois, la procédure adoptée par l'Assemblée générale pour les débats sur Chypre au cours des trois dernières années, loin d'être conforme au principe de l'égalité entre les deux communautés ainsi créées, a en fait causé un grave préjudice à la partie chypriote turque. Chacun sait en effet que, suivant cette procédure, la communauté chypriote turque a été privée du droit de participer et d'intervenir sur un pied d'égalité, à tous les stades du débat, ce qui l'a mise dans l'impossibilité d'exprimer ses vues sur la question avant que l'Assemblée ne tranche.

La procédure qui a été suivie jusqu'à présent, en particulier le renvoi du point de l'ordre du jour en question à l'Assemblée plénière, la suspension du débat en plénière afin de permettre aux deux communautés d'exprimer leurs vues à la Commission politique spéciale, de même que la reprise du débat proprement dit en plénière, va clairement à l'encontre du principe de l'égalité entre les deux communautés, du fait que la partie chypriote grecque est en mesure de participer au débat, à tous les niveaux, alors que la participation de la communauté chypriote turque est limitée à une brève intervention, nettement insuffisante, à la Commission politique spéciale, avant le débat proprement dit en plénière.

La procédure suivie dans le passé est donc non seulement contraire au principe de l'égalité entre les deux communautés mais elle empêche également l'Assemblée générale de prendre pleinement connaissance des vues de la partie chypriote turque, l'une des deux parties intéressées au différend chypriote, de sorte qu'il ne peut plus y avoir de débat utile.

/...

A/33/255

Français

Annexe

Page 2

Si l'on veut que le débat soit efficace et constructif, il importe que la question de Chypre soit cette année renvoyée non à l'Assemblée plénière mais à une commission appropriée, où les deux communautés pourront participer - et participeront pleinement et à égalité au débat.

Vu ce qui précède, je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale au titre du point 28 de l'ordre du jour provisoire.

Le représentant,

(Signé) Nail ATALAY
